



LES ETUDIANTS DE LA FSEG DE L'UNIVERSITE DE BANGUI AU PARFUM DU RAPPORT DES PERSPECTIVES ECONOMIQUES REGIONALES PUBLIE PAR LE FMI



Une conférence sur le rapport des perspectives économiques régionales d'octobre 2018 publié par le Fonds Monétaire International (FMI) dont le thème est « Afrique subsaharienne, les flux des capitaux et l'avenir de l'emploi », organisée par la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) de l'Université de Bangui, s'est déroulée le mardi 27 novembre 2018, de 10 heures à 12 heures dans la salle du Centre Universitaire d'Ethique, du Genre et du Développement de Leadership (CUEGDL). Le but de cette conférence était de présenter aux étudiants ce rapport. C'était le représentant résident du FMI à Bangui, Olivier Benon qui a eu l'honneur de faire cette présentation, en présence du Doyen de la FASEG, Professeur Emmanuel Mbétid-Bessane. De nombreux étudiants de cette faculté y ont pris part.

Dans ses propos liminaires, le doyen de la FASEG a souhaité la bienvenue au représentant du FMI et a demandé à ses étudiants d'être attentifs à cette présentation.

Prenant la parole, Olivier Benon a fait sa présentation sur trois (3) points à savoir, un



environnement extérieur moins favorable, les perspectives et risques et les enjeux (réduire les vulnérabilités liées à la dette, faire face aux flux des capitaux, accroître les revenus et promouvoir l'emploi). En ce qui concerne le premier point, le représentant du FMI a signifié que les conditions financières se sont endurcies avec une hausse des écarts de taux d'intérêt et des sorties de capitaux. Ce qui rend l'environnement extérieur moins favorable aux perspectives économiques régionales de l'Afrique subsaharienne.

Quant aux perspectives et risques, Olivier Benon de dire que la croissance est soutenue dans les pays pauvres en ressources naturelles et il y a reprise modérée ailleurs. Cette

croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) réel se situe entre 2,7 et 3,1 en 2018. Le risque qu'encourt cette croissance est l'escalade des tensions commerciales qui menacerait la reprise. Et l'impact potentiel des tensions commerciales sur le PIB entre la Chine et les Etats-Unis impactera négativement sur l'économie de l'Afrique subsaharienne. Ensuite, l'Afrique s'expose à un durcissement inattendu des conditions financières mondiales. Les charges de la dette sont plus importantes car entre 2017 et 2018, il y a eu augmentation des finances. Les Etats se sont endettés plus, ce qui entrainera l'augmentation de remboursement des dettes. Enfin, les problèmes de sécurité en Afrique subsaharienne causent des pertes en vies humaines dans plusieurs pays dont la République Centrafricaine.



S'agissant des enjeux, le FMI s'est appesanti sur trois mesures que doivent prendre les pays qui se situent en Afrique subsaharienne :

- Réduire les vulnérabilités liées à la dette car la dette publique détourne davantage de ressources vers les paiements d'intérêts. C'est dire que la part de recettes de l'Etat réservée ou consacrée au paiement des dettes augmente. Pour ce faire, il faut réduire les dettes.
- Faire face aux flux des capitaux car l'intégration financière avec le reste du monde s'est approfondie. Faire rentrer des capitaux, c'est bon. Mais si un choc intervient, il y a trop de risques. On constate aussi que les flux des capitaux en Afrique subsaharienne ont été plus élevés que ceux vers les pays émergents. Depuis 2012 à 2016-2017, il y a forte hausse des flux de capitaux vers l'Afrique subsaharienne. Si ces flux se poursuivent, il y aura des craintes croissantes concernant la vulnérabilité à un arrêt brutal des flux et l'impossibilité de retrait.
- Accroître les revenus et promouvoir l'emploi car la croissance par habitant à moyen terme est trop faible : quand on compare la croissance du PIB réel par habitant en Afrique subsaharienne, on se rend compte qu'elle reste trop faible par rapport aux pays de développement de l'Asie.

Pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD), une croissance plus forte (collecte des revenus) et des finance-



ments plus élevés sont nécessaires. Il est nécessaire aussi d'agir aujourd'hui pour créer davantage d'emplois dans les années à venir. Malheureusement, la création d'emplois est compliquée par l'incertitude entourant la technologie qui pourrait se substituer au travail. Donc, pour créer des emplois, l'Afrique subsaharienne doit se baser sur la manufacture et privilégier les services... Ce sont les entreprises qui doivent créer des emplois car le développement ne se fait plus par l'Etat. Les Petites et Moyennes Entreprises (PME) sont le levier de l'économie. Aussi, une bonne école de formation permettra l'emploi. La RCA est de moins en moins dépendante de l'aide publique au développement. Elle honore sa dette extérieure.

En conclusion, ce rapport indique que la reprise devrait se poursuivre, mais les risques de dégradation augmentent : la reprise est modeste dans les pays exportateurs de pétrole, tandis que la plupart des autres pays continuent d'afficher une croissance élevée (performance) telle que la RCA dans les domaines du bois, des Bâtiments et Travaux Publics (BTP)... Les déficits budgétaires se réduisent, mais la qualité de l'ajustement doit être améliorée (un ajustement supplémentaire basé sur les recettes est nécessaire pour réduire les vulnérabilités liées à la dette et créer l'espace nécessaire pour les dépenses de développement). Il est nécessaire d'accroître la résilience et d'augmenter le potentiel de croissance, mais les mesures à prendre varient selon les pays (améliorer les cadres de politiques économiques ; promouvoir la diversification, c'est-à-dire exploiter les ressources naturelles ; approfondir l'intégration commerciale et financière ; promouvoir des systèmes d'éducation flexibles et la connectivité numérique ; promouvoir l'investissement privé).

Telle était la quintessence de la conférence sur le rapport des perspectives économiques régionales publié par le FMI et présenté par le représentant résident du FMI à Bangui, Olivier Benon aux étudiants de la FASEG. C'était le jeu de questions-réponses et la photo de famille qui ont bouclé la

Denis LOUGOUSSOU-NGOUVENDA